

Unité départementale du Rhône
63 avenue Roger Salengro
69100 Villeurbanne

Villeurbanne, le 19/08/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/07/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

TOTALENERGIES ONETECH

Chemin du Canal - BP22
CENTRE RECHERCHES DE SOLAIZE
69360 SOLAIZE

Références : UD-R-CTESSP-24-182-LD
Code AIOT : 0006104116

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/07/2024 dans l'établissement TOTALENERGIES ONETECH implanté Chemin du Canal - BP22 CENTRE RECHERCHES DE SOLAIZE 69360 SOLAIZE. L'inspection a été annoncée le 07/06/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans un contexte de contrôle des actions menées par Total Energies sur le centre de recherche sur la commune de Solaize et en lien avec une ancienne pollution des sols et de la nappe souterraine. L'objectif est de s'assurer que :

- les sources de pollution sont bien éliminées,
- le suivi des eaux souterraines est bien réalisé,
- les impacts de la pollution sont cantonnés au site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TOTALENERGIES ONETECH
- Chemin du Canal - BP22 CENTRE RECHERCHES DE SOLAIZE 69360 SOLAIZE
- Code AIOT : 0006104116
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le centre de recherche de Solaize est l'un des trois centres de recherche du groupe TOTAL FRANCE (anciennement dénomination sociale TOTAL FINA ELF). Le site est en activité depuis 1969. Les activités du CRES s'articulent autour de deux axes :

- les produits liés à l'activité pétrolière (nouvelles formulations de lubrifiants pour moteurs, véhicules industriels et marine, élaboration de carburants propres, fabrication de bitumes, mise au point de fiouls)
- les services aux entités industrielles et commerciales du groupe (moyens analytiques, assistance aux usines, aux commerces, réalisation d'études...)

Contexte de l'inspection :

- Pollution

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024
- Eaux souterraines
- Sites et sols pollués

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Enregistrement BSS	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65 bis-I-3°	Demande d'action corrective	4 mois
3	Plan de gestion Méthodologie nationale de gestion des sites et sols pollués	Autre du 01/04/2017, article 4.1.1	Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois
5	Surveillance des eaux souterraines	Autre du 01/04/2017, article Méthodologie nationale de gestion des sites et sols pollués, 1.7	Demande d'action corrective	12 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Repérage et entretien des ouvrages	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65 bis-I-3°	Sans objet
4	Gestion des sources de	Autre du 01/04/2017, article 2.5.1.a	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	pollution méthodologie nationale SSP		

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette visite d'inspection a permis de faire un point sur la surveillance des eaux souterraines actuellement en place sur le centre de recherche TOTAL sur la commune de Solaize. Elle a permis de relever une non-conformité vis-à-vis des prescriptions examinées et de formuler différentes demandes à l'exploitant (Demandes 2 à 6).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Repérage et entretien des ouvrages

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65 bis-I-3°
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines
Prescription contrôlée : Les ouvrages sont convenablement repérés et entretenus.
Constats : L'inspection a procédé par sondage à un contrôle des piézomètres présents sur le site (PZ 8, PZ10 et PZ 17). Les piézomètres contrôlés sont facile d'accès, sécurisés, ne présentent pas de dégradation et sont correctement entretenus. L'inspection demande a consulter le rapport relatif à l'hydrocurage du puits CRES comme indiqué dans le rapport RSK de surveillance des eaux souterraines du mois de décembre 2023. L'exploitant n'est pas en mesure de présenter ce rapport.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Demande 1 : L'Inspection demande à l'exploitant de tenir à disposition le rapport 2023 d'hydrocurage du puits CRES
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Enregistrement BSS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65 bis-I-3°
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines
Prescription contrôlée : L'exploitant fait inscrire les ouvrages de surveillance à la Banque du Sous-Sol du BRGM
Constats :

Lors du contrôle, l'exploitant n'est pas en mesure de fournir le code BSS des ouvrages présents sur son site.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Demande 2 : Sous un délai de 4 mois, l'exploitant procède à la déclaration de l'ensemble des piézomètres sur la BSS. Les justificatifs sont tenus à la disposition des installations classées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 4 mois

N° 3 : Plan de gestion Méthodologie nationale de gestion des sites et sols pollués

Référence réglementaire : Autre du 01/04/2017, article 4.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des pollutions accidentelles
Prescription contrôlée : Lorsque des produits ou des substances ont été déversés accidentellement, les mesures appropriées doivent être prises : nettoyer les lieux souillés, évacuer les matières récupérées et les terres souillées vers les filières de gestion appropriées...
Constats : L'exploitant précise à l'Inspection que la pollution de la nappe a pour origine des anciennes activités (cuves aériennes et pompes) sur la zone 65 au centre du site. La zone 65 a fait l'objet d'un retrait de 3 cuves enterrées (vidées et inertées depuis de nombreuses années) comme précisé dans le DOE "Excavation cuves zone 65" de février 2024 transmis à l'inspection. Les prélèvements de sols sur cette zone ne font pas apparaître de contamination spécifique des sols: les analyses faisaient apparaître des seuils compatibles ISDI. L'inspection a pu constater que des installations en exploitation sont encore présentes sur cette zone : cuves enterrées (double enveloppe contenant des carburants) au nord immédiat reliées à des pompes, et présence de 2 cuves aériennes contenant du fioul lourd et des mélanges. L'exploitant a indiqué que pour lui aucune source active n'est présente sur le site, réalimentant les pollutions observées. L'exploitant a indiqué que des audits et vérifications ont été effectuées sur les installations notamment au niveau des cuves enterrées et qu'une opération de manchage des réseaux d'eau huileuse a été réalisée en 2021. L'exploitant a précisé que des documents ont déjà été transmis à l'inspection et n'a pas été en mesure de les fournir lors de l'inspection.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Demande 3 : L'exploitant transmet les rapports d'audits et de contrôles réalisés permettant de justifier l'absence de source active sur le site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 4 mois

N° 4 : Gestion des sources de pollution méthodologie nationale SSP

Référence réglementaire : Autre du 01/04/2017, article 2.5.1.a
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des sources de pollution
Prescription contrôlée : En tout état de cause, dans le cas où la source de pollution et les pollutions concentrées ne seraient pas encore maîtrisées, même si les impacts se révélaient acceptables au regard des usages constatés, un plan de gestion, suivant les modalités présentées aux § 3 et 4, apparaît tout de même nécessaire pour traiter et maîtriser les pollutions en question.
Constats : L'exploitant a présenté à l'Inspection le dispositif d'écémage mis en place au niveau du PZ9 et exploité par la société SERPOL. La dite société précise que le dispositif présenté fait l'objet d'un brevet et est adapté aux conditions spécifiques de la pollution (épaisseur de flottant inférieure à 2 cm) et du comportement de la nappe (battements de +/- 2 m). Le dispositif présente des crépines spécifiques de 1,20 m, présente un séquençage de pompage de 4 min toutes les 4 heures et est contrôlé de manière bimensuelle. Depuis 2021, plus de 210 litres de produits ont ainsi pu être récupérés. L'exploitant précise que ce système a fait l'objet d'une analyse coûts/avantages et est placé sur le PZ9, là où les flottants sont le plus fréquemment retrouvés. L'exploitant a indiqué que le fonctionnement hydrogéologique est complexe et dépendant du niveau du canal. L'exploitant a précisé qu'il est observé de grande variation de profondeur de la nappe (+/- 4 m) mobilisant progressivement les hydrocarbures piégés dans la zone de battement de la nappe. L'exploitant a également indiqué qu'il n'était pas possible techniquement de statuer sur la quantité et l'étendue de pollution en place dans les sols. L'Inspection considère qu'au vu de l'exploitation actuelle du site et du fonctionnement hydrogéologique, la solution présentée est considérée comme acceptable.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Autre du 01/04/2017, article Méthodologie nationale de gestion des sites et sols pollués, 1.7
Thème(s) : Autre, Surveillance - Bilan quadriennal
Prescription contrôlée : Lorsqu'une surveillance environnementale est en place, il est recommandé de procéder aux bilans des résultats de cette surveillance, par exemple, tous les quatre ans. Il ne s'agit en aucune manière de modifier les modalités de la surveillance déjà en place pour les ramener à une fréquence quadriennale, mais bien d'analyser et d'exploiter régulièrement les résultats de la surveillance environnementale lorsqu'elle est requise et en place, pour l'adapter aux évolutions constatées. Par ailleurs, ce bilan ne dispense en aucun cas d'un examen des résultats obtenus lors de chaque campagne de diagnostics, ni de prendre les mesures appropriées en cas de constats d'anomalies.
Constats :

L'exploitant a transmis en amont de l'inspection du 8 juillet 2024, les rapports de surveillance des eaux souterraines jusqu'au mois de décembre 2023. Les campagnes de mars et juin 2024 n'étant pas encore disponibles. Aucun bilan quadriennal n'a encore été réalisé.

Lors des échanges avec l'administration, il est établi que :

- les épaisseurs de flottants sont stables avec une épaisseur inférieure à 2 cm;
- les concentrations en substances dissoutes sont parfois élevées en comparaison avec les valeurs seuils de l'arrêté du 11 janvier 2007 et de l'annexe 2, notamment pour les hydrocarbures sur des piézomètres en aval en limite de site (PZ8, PZ17);
- l'exutoire de la nappe des alluvions est le canal du Rhône (Sud). Un sens d'écoulement peut être ponctuellement observé lors de la montée des eaux du canal.

Concernant les potentiels impacts hors site, l'exploitant a précisé que :

- des analyses ont été réalisées dans le canal du Rhône en 2019 et présentant des concentrations en substance inférieures à la limite de détection. Il n'a pas pu cependant présenter les résultats d'analyse à l'inspection des installations classées;
- une étude hydrogéologique a été menée sur le site montrant que la nappe sous-jacente des molasses n'est pas impactée étant en pression et que la nappe impactée des alluvions ne pouvait pas traverser le canal;
- les impacts observés en PZ8 ne sortent pas du site et qu'il n'y a pas de transfert vers le Nord.

L'Inspection note également qu'à l'est du site (à quelques mètres du PZ8) existe la station Total de l'A7. Après vérification, il s'avère qu'une pollution des eaux souterraines est imputable à l'activité de cette station service. L'inspection s'interroge sur l'impact de cette pollution sur les teneurs observées en PZ8 sur le site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande 4 : L'inspection demande à l'exploitant de transmettre à la préfète, un bilan des résultats de surveillance obtenus pour le site. Ce bilan sera constitué :

- des résultats obtenus depuis le début du suivi,
- d'une analyse de l'évolution des résultats depuis la mise en œuvre de la surveillance,
- d'un modèle de fonctionnement du site avec la production d'un schéma conceptuel sur la base des résultats de surveillance et de l'évolution des usages sur et hors site,
- des éventuelles propositions de modification du mode opératoire de la surveillance.

Demande 5 : La réalisation d'une campagne de prélèvements et d'analyses dans le canal du Rhône : en période où la nappe alimente le canal, avec au moins 3 points de prélèvements : amont, site et aval et les substances analysées : hydrocarbures, BTEX, HAP. Les prélèvements devront être représentatifs d'un éventuel apport de la nappe au canal (localisation, profondeur, protocole de prélèvement). Les résultats d'analyses sont comparés à l'amont et à des valeurs de référence (par exemple, arrêté du 25 janvier 2010 modifié, SEQ-EAU, PNEC validées par l'INERIS) permettant l'évaluer les impacts (par substance) sur l'écosystème aquatique du canal du Rhône.

Demande 6 : L'exploitant inclut dans son interprétation les données de surveillance des eaux souterraines de la station station A7 et conclue si possible sur l'origine des concentrations dissoutes rencontrées au PZ8.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 12 mois